

Cependant, étant donné la politique de violation des droits de la personne adoptée récemment par le Vietnam, nous avons suspendu nos programmes d'aide à ce pays. Je me suis personnellement entretenue avec les représentants de ce gouvernement à Ottawa et à l'étranger, et je leur ai bien fait comprendre que la bonne entente entre nos deux peuples est sérieusement compromise par leur action. À la Conférence de Genève sur les réfugiés, j'ai exhorté tous les autres gouvernements à exercer tous les moyens de pression possibles pour détourner les Vietnamiens de leur objectif inhumain. Et sans vouloir m'en attribuer un seul instant tout le mérite, les démarches qu'a effectuées le Canada, de concert avec celles de plusieurs autres pays, ont au moins entraîné une modification temporaire des politiques du Vietnam. Le flux des réfugiés de la mer a été endigué et les départs illégaux ont été contrôlés. Seul le gouvernement pouvait lancer ce genre d'appel à une pareille tribune. Bien sûr, nous n'aurions pu adopter une position aussi ferme si nous n'avions été assurés de l'appui de la population canadienne.

Sur le plan humanitaire, il fallait trouver une solution au sort tragique de ces déracinés qui ont désespérément besoin d'un toit. Les pays où ils se sont réfugiés sont dépassés par les problèmes qu'a causés leur afflux, et il est illusoire d'espérer qu'ils continueront à leur accorder refuge sans avoir l'assurance que d'autres pays leur permettront de s'installer chez eux en permanence. Les nations comme le Canada doivent jouer le rôle d'une soupape de sûreté pour empêcher que ne meurent des centaines de milliers d'autres personnes. Le Canada n'avait pas d'autre choix que d'accepter d'accueillir des réfugiés. En tout cas, nous n'avions pas le choix si nous voulions être en règle avec nos consciences, et pour moi, cela revient à ne pas avoir le choix du tout. Cependant, nous pouvions choisir de quelle façon nous leur viendrions en aide. Le gouvernement aurait pu décider d'accueillir et d'aider un nombre arbitraire de réfugiés; c'est apparemment l'option que préférait le nouveau chef de l'opposition. Mais nous savions que la détresse de ces malheureux avait ému les Canadiens. Nous savions que d'un océan à l'autre des milliers de Canadiens s'étaient déjà mis en quête d'un moyen de les aider. C'est parce que nous savions cela et parce que nous sommes vraiment sincères quand nous affirmons que nous voulons accroître la participation des citoyens aux affaires publiques que nous avons conçu le programme de cette façon. Le gouvernement parraine un réfugié pour chaque réfugié parrainé par un citoyen. Non seulement cela donne aux Canadiens l'occasion de satisfaire leur désir d'aider directement les personnes qui se trouvent dans cette